

CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. **XII-bis**
N. 39

ASSEMBLEA PARLAMENTARE DEL CONSIGLIO D'EUROPA

Parte III della Sessione 2007
(Strasburgo, 25-29 giugno 2007)

Résolution n. 1560 (2007) ⁽¹⁾

L'engagement des Etats membres du Conseil de l'Europe à promouvoir
au niveau international un moratoire sur la peine de mort

Annunziata il 12 luglio 2007

1. L'Assemblée parlementaire réaffirme sa forte opposition à la peine de mort en toutes circonstances. La peine de mort est l'ultime châtement cruel, inhumain et dégradant ; elle viole le droit à la vie. L'Assemblée est fière d'avoir contribué activement à faire des Etats membres du Conseil de l'Europe une zone *de facto* sans peine de mort, et regrette vivement qu'un pays européen – le Bélarus – continue de procéder à des exécutions.

2. L'Assemblée a également pris une position ferme à plusieurs occasions contre des exécutions dans d'autres régions du

monde, et en particulier dans les Etats observateurs du Conseil de l'Europe qui maintiennent la peine de mort, notamment le Japon et les Etats-Unis d'Amérique.

3. Elle note avec satisfaction que la peine de mort recule dans le monde : le nombre d'exécutions et de condamnations à mort a en effet baissé de 25 % entre 2005 et 2006.

4. Elle attire également l'attention sur le fait que plus de 90 % des exécutions connues en 2006 se sont produites dans seulement six pays : Chine, Iran, Pakistan, Irak, Soudan et les Etats-Unis d'Amérique – un Etat observateur du Conseil de l'Europe. D'après les données publiques disponibles – le nombre d'exécutions pouvant donc être sous-estimé dans les pays où la liberté des médias n'existe pas et où le gouvernement n'est pas tenu de rendre

⁽¹⁾ *Discussion par l'Assemblée le 26 juin 2007 (22e séance) (voir Doc. 11303, rapport de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme, rapporteur : M. Marcenaro, et Doc. 11321, avis de la commission des questions politiques, rapporteur : Mme Aburto Baselga). Texte adopté par l'Assemblée le 26 juin 2007 (22e séance).*

compte, la Chine représente à elle seule plus des deux tiers des exécutions réalisées dans le monde. Le nombre d'exécutions a presque doublé en Iran entre 2005 et 2006, et il a aussi considérablement augmenté en Irak en 2006, atteignant un total de 65. Le nombre d'exécutions en Arabie saoudite, qui figurait parmi les plus élevés en 2005, a diminué en 2006 (39 exécutions), mais a augmenté de nouveau début 2007 (48 exécutions jusqu'au mois d'avril inclus).

5. Le petit groupe de pays qui ont encore largement recours aux exécutions devient de plus en plus isolé dans la communauté internationale. Entre 1977 et 2006, le nombre de pays abolitionnistes est passé de 16 à 89. Ce chiffre s'élève à 129 si l'on inclut les pays qui n'ont procédé à aucune exécution sur les dix dernières années ou plus, et qui peuvent par conséquent être considérés comme abolitionnistes en pratique. Il est temps aujourd'hui de donner un nouvel élan à la campagne en faveur d'un monde sans peine de mort.

6. En conséquence, l'Assemblée se réjouit vivement des efforts déployés par l'Italie à l'Assemblée générale des Nations Unies en faveur d'un moratoire sur les exécutions, ainsi que du soutien apporté par l'Union européenne à cette initiative, et espère qu'il y sera donné suite de manière à en garantir le meilleur succès possible au sein des Nations Unies.

7. Un moratoire sur les exécutions ne constitue qu'un pas dans la bonne direction, le but ultime restant d'abolir complètement la peine de mort en toutes circonstances.

8. En attendant, un moratoire est une étape importante puisqu'il permet de sauver des vies immédiatement et de montrer au public des pays rétentionnistes que la fin des exécutions commanditées par l'Etat ne conduit pas à une recrudescence de la violence. Au contraire, un moratoire sur les exécutions peut modifier le climat social en favorisant un plus grand respect du caractère sacré de la vie humaine, et contribuer ainsi à inverser la tendance vers toujours plus de haine et de violence.

9. En outre, un moratoire universel sur la peine de mort est l'expression d'un acte politique concret et hautement symbolique qui pourrait contribuer à changer le climat international, trop souvent marqué

par des actions violentes dont les victimes se trouvent au sein des populations civiles – ce qui ne se limite en aucun cas au seul contexte de conflits. Un moratoire universel sur la peine de mort représenterait également une contribution significative au développement d'un corps de principes et de règles partagé et opérationnel visant une plus grande prééminence du droit au niveau international.

10. L'Assemblée appelle tous les Etats membres et observateurs du Conseil de l'Europe à soutenir activement l'initiative pour l'abolition de la peine de mort à l'Assemblée générale des Nations Unies et à utiliser au mieux leur influence afin de convaincre les pays qui n'ont pas encore décidé de coopérer. Dans ce contexte, elle accueille avec une grande satisfaction la résolution dans le même sens adoptée par le Parlement européen le 26 avril 2007 sur l'initiative en faveur d'un moratoire universel sur la peine de mort.

11. Réuni à Luxembourg le 18 juin 2007, le Conseil « Affaires étrangères et relations extérieures » (CAGRE) de l'Union européenne s'est, à l'unanimité, formellement engagé à déposer, à la prochaine Session de l'Assemblée générale des Nations Unies, une résolution demandant un moratoire sur les exécutions dans le monde entier.

12. L'Assemblée rappelle que même si 60 Etats ont à ce jour ratifié le deuxième Protocole optionnel au Pacte international sur les droits civils et politiques (PIDCP) adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1989 pour promouvoir l'abolition universelle de la peine de mort, onze Etats membres et observateurs du Conseil de l'Europe ne l'ont pas encore fait, à savoir l'Albanie, l'Arménie, la France, le Japon (observateur), la Lettonie, le Mexique (observateur), la Pologne (qui a signé le protocole mais ne l'a pas ratifié), la Fédération de Russie, l'Ukraine et les Etats-Unis d'Amérique (observateur). Le fait que les pays qui ont aboli *de facto* et *de jure* la peine de mort (Albanie, Arménie, France, Lettonie, Mexique (observateur), Pologne et Ukraine), ou qui conservent un moratoire (Fédération de Russie) ratifient le deuxième Protocole optionnel au PIDCP constituerait un geste utile de soutien politique en faveur de l'abolition,

et contribuerait à isoler davantage les pays qui sont toujours rétentionnistes.

13. Les propres instruments du Conseil de l'Europe contre la peine de mort ne sont toujours pas pleinement ratifiés. En particulier, le Protocole n° 6 à la Convention européenne des Droits de l'Homme n'est pas encore ratifié par la Fédération de Russie, malgré l'engagement pris lors de son adhésion au Conseil de l'Europe en 1996. Le Protocole n° 13 à la Convention européenne des Droits de l'Homme sur l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances, y compris en temps de guerre ou de danger imminent de guerre, n'est toujours pas signé par l'Azerbaïdjan et la Fédération de Russie, et il n'a toujours pas été ratifié par l'Arménie, la France, l'Italie, la Lettonie, la Pologne et l'Espagne. Pour les besoins du message fort et unifié que se doit d'envoyer l'ensemble du Conseil de l'Europe, l'Assemblée appelle les pays concernés à signer et à ratifier ces instruments sans plus attendre.

14. L'Assemblée note dans ce contexte que la Chambre des députés de l'Italie a approuvé, le 2 mai 2007, en seconde lecture, le projet de loi constitutionnelle comprenant des amendements à l'article 27 de la Constitution portant sur l'abolition de la peine de mort; ce projet de loi est actuellement en deuxième lecture au Sénat en vue de son adoption définitive selon la procédure de révision constitutionnelle en vigueur. Le projet de loi vise à supprimer les termes suivants de l'article 27, para 4 : « sauf dans les cas prévus par les lois militaires en temps de guerre », effaçant ainsi toute référence à la peine de mort dans la Constitution italienne; ceci

permettra la ratification du Protocole n°13 à la Convention européenne des Droits de l'Homme.

15. Par ailleurs, l'Assemblée rappelle l'avis qu'elle avait exprimé dans sa Recommandation 1760 (2006) sur la position de l'Assemblée parlementaire à l'égard des Etats membres et observateurs du Conseil de l'Europe n'ayant pas aboli la peine de mort, où elle estimait que la peine de mort devrait être abolie en Abkhazie, en Ossétie du Sud et en république moldave de Transnistrie, et que les peines de tous ceux qui sont actuellement détenus dans les couloirs de la mort dans ces territoires devraient immédiatement être commuées en peine d'emprisonnement, de sorte qu'il soit mis fin au traitement cruel et inhumain de personnes retenues dans les couloirs de la mort depuis des années, dans l'incertitude quant à leur sort ultime.

16. L'Assemblée apporte son plein appui à la conférence de lancement d'une Journée européenne contre la peine de mort, qui se tiendra à Lisbonne le 9 octobre 2007. Elle compte sur tous les Etats membres du Conseil de l'Europe pour faire également preuve d'un soutien sans faille. L'Assemblée, qui a fait œuvre de pionnier en faveur de l'abolition de la peine de mort en Europe et au-delà, doit jouer un rôle central, y compris en participant à la rédaction de la déclaration conjointe, que son Président devrait cosigner lors de la conférence de lancement. L'Assemblée contribuera volontiers à promouvoir et faire connaître cet événement, notamment en assurant la coordination des manifestations d'accompagnement organisées par les parlements des Etats membres.

N. B. Traduzione non ufficiale**Risoluzione n. 1560 (2007) ⁽¹⁾****L'impegno degli Stati membri del Consiglio d'Europa a promuovere a livello internazionale una moratoria sulla pena di morte**

1. L'Assemblea parlamentare ribadisce la sua forte opposizione alla pena di morte in ogni circostanza. La pena di morte è l'estremo castigo crudele, inumano e degradante, che viola il diritto alla vita. L'Assemblea è fiera di aver contribuito attivamente a fare degli Stati membri del Consiglio d'Europa una zona *de facto* senza pena di morte ed esprime vivo rincrescimento per il fatto che un paese europeo – il Belarus – continui a procedere ad esecuzioni.

2. L'Assemblea ha inoltre preso una ferma posizione in più occasioni contro le esecuzioni in altre regioni del mondo, ed in particolare negli Stati osservatori del Consiglio d'Europa che mantengono la pena di morte, in particolare il Giappone e gli Stati Uniti d'America.

3. Nota con soddisfazione che la pena di morte è in diminuzione nel mondo: il numero di esecuzioni e di condanne a morte è in effetti sceso del 25% fra il 2005 e il 2006.

4. Richiama altresì l'attenzione sul fatto che oltre il 90% delle esecuzioni note nel 2006 sono avvenute in sei paesi soltanto: Cina, Iran, Pakistan, Sudan e Stati Uniti d'America – Stato osservatore del

Consiglio d'Europa. Secondo i dati pubblici disponibili – il numero di esecuzioni può pertanto essere sottovalutato nei paesi in cui la libertà dei media non esiste e nei quali il governo non è tenuto a rendere conto – la Cina rappresenta da sola oltre i due terzi delle esecuzioni attuate nel mondo. Il numero di esecuzioni è circa raddoppiato in Iran fra il 2005 e il 2006 ed è inoltre considerevolmente aumentato in Iraq nel 2006, raggiungendo un totale di 65. Il numero di esecuzioni in Arabia Saudita, che figurava fra i più alti nel 2005, è diminuito nel 2006 (39 esecuzioni), ma è aumentato di nuovo all'inizio del 2007 (48 esecuzioni fino al mese di aprile compreso).

5. Il piccolo gruppo di paesi che fanno ancora ampio ricorso alle esecuzioni diventa sempre più isolato nella comunità internazionale. Fra il 1977 e il 2006, il numero di paesi abolizionisti è passato da 16 a 89. Questa cifra sale a 129 ove si includano i paesi che non hanno proceduto ad alcuna esecuzione negli ultimi dieci o più anni e che possono pertanto essere considerati abolizionisti in pratica. È tempo oggi di imprimere nuovo impulso alla campagna a favore di un mondo senza pena di morte.

6. Di conseguenza, l'Assemblea si rallegra vivamente per l'impegno profuso dall'Italia presso l'Assemblea Generale delle Nazioni Unite a favore di una moratoria sulle esecuzioni, e per il sostegno dato dall'Unione europea a tale iniziativa, e spera che a ciò sia dato seguito in modo

(1) *Discussione da parte dell'Assemblea* il 26 giugno 2007 (22^a seduta) (vedasi Doc. 11303, relazione della Commissione delle questioni giuridiche e dei diritti dell'uomo, relatore: on. Mercenaro, e Doc. 11321, parere della Commissione delle questioni politiche, relatore: on. Aburto Baselga). *Testo adottato dall'Assemblea* il 26 giugno 2007 (22^a seduta).

da garantire il miglior successo possibile nell'ambito delle Nazioni Unite.

7. Una moratoria sulle esecuzioni costituisce solo un passo nella buona direzione, ma lo scopo ultimo rimane quello di abolire completamente la pena di morte in ogni circostanza.

8. In attesa, una moratoria è un passo importante perché consente di salvare delle vite immediatamente e di mostrare al pubblico dei paesi ritenzionisti che la fine delle esecuzioni ordinate dallo Stato non porta ad una recrudescenza della violenza. Al contrario, una moratoria sulle esecuzioni può modificare il clima sociale favorendo un maggiore rispetto della sacralità della vita umana e contribuire in tal modo ad invertire la tendenza verso un maggior odio ed una maggiore violenza.

9. Inoltre, una moratoria universale sulla pena di morte è l'espressione di un atto politico concreto ed altamente simbolico che potrebbe contribuire a cambiare il clima internazionale, troppo spesso contraddistinto da azioni violente le cui vittime si trovano nell'ambito delle popolazioni civili — cosa che non si limita in alcun caso al solo contesto di conflitti. Una moratoria universale sulla pena di morte rappresenterebbe altresì un contributo significativo allo sviluppo di un *corpus* di principi e di norme condiviso e operativo finalizzato ad una maggior preminenza del diritto a livello internazionale.

10. L'Assemblea esorta tutti gli Stati membri ed osservatori del Consiglio d'Europa a sostenere attivamente l'iniziativa per l'abolizione della pena di morte presso l'Assemblea Generale delle Nazioni Unite e ad usare al meglio la propria influenza per convincere i paesi che non hanno ancora deciso di cooperare. In questo contesto, accoglie con grande soddisfazione la risoluzione nello stesso senso adottata dal Parlamento europeo il 26 aprile 2007 sull'iniziativa a favore di una moratoria universale sulla pena di morte.

11. Il Consiglio « Affari Generali e Relazioni Esterne » (CAGRE) dell'Unione europea, riunitosi a Lussemburgo il 18 giugno 2007, si è, all'unanimità, formalmente impegnato a presentare, nella prossima Sessione dell'Assemblea Generale delle Nazioni Unite, una risoluzione nella quale

si chieda una moratoria sulle esecuzioni in tutto il mondo.

12. L'Assemblea ricorda che anche se 60 Stati hanno a tutt'oggi ratificato il secondo Protocollo Opzionale al Patto Internazionale sui Diritti Civili e Politici (PIDCP) adottato dall'Assemblea Generale delle Nazioni Unite nel 1989 per promuovere l'abolizione universale della pena di morte, undici Stati membri ed osservatori del Consiglio d'Europa non l'hanno ancora fatto, cioè l'Albania, l'Armenia, la Francia, il Giappone (osservatore), la Lettonia, il Messico (osservatore), la Polonia (che ha firmato il protocollo ma non l'ha ratificato), la Federazione Russa, l'Ucraina e gli Stati Uniti d'America (osservatore). Il fatto che i paesi che hanno abolito *de facto* e *de iure* la pena di morte (Albania, Armenia, Francia, Lettonia, Messico (osservatore), Polonia e Ucraina) o che mantengono una moratoria (Federazione Russa) ratifichino il secondo Protocollo Opzionale al PIDCP costituirebbe un gesto utile di sostegno politico a favore dell'abolizione e contribuirebbe a isolare ulteriormente i paesi che sono sempre ritenzionisti.

13. Gli strumenti propri del Consiglio d'Europa contro la pena di morte non sono sempre pienamente ratificati. In particolare, il Protocollo n° 6 alla Convenzione Europea dei Diritti dell'Uomo non è ancora ratificato dalla Federazione Russa, nonostante l'impegno assunto in occasione della sua adesione al Consiglio d'Europa nel 1996. Il Protocollo n° 13 alla Convenzione Europea dei Diritti dell'Uomo sull'abolizione della pena di morte in ogni circostanza, anche in tempo di guerra o d'imminente pericolo di guerra, non è ancora firmato dall'Azerbaigian e dalla Federazione Russa e non è stato ancora ratificato dall'Armenia, dalla Francia, dall'Italia, dalla Lettonia, dalla Polonia e dalla Spagna. Ai fini dell'esigenza di quel messaggio forte ed unificante che il Consiglio d'Europa nel suo complesso sente il dovere di inviare, l'Assemblea esorta i paesi d'interesse a firmare e ratificare detti strumenti senza ulteriore indugio.

14. L'Assemblea nota in tale contesto che la Camera dei Deputati italiana ha approvato, il 2 maggio 2007, in seconda lettura, il disegno di legge costituzionale recante emendamenti all'articolo 27 della

Costituzione relativi all'abolizione della pena di morte; detto disegno di legge è attualmente in seconda lettura al Senato ai fini della sua approvazione definitiva secondo la vigente procedura di revisione costituzionale. Il disegno di legge mira ad abrogare i seguenti termini dell'articolo 27, paragrafo 4: «salvo nei casi previsti dalle leggi militari in tempo di guerra», cancellando così ogni riferimento alla pena di morte nella Costituzione italiana; ciò consentirà la ratifica del Protocollo n° 13 alla Convenzione Europea dei Diritti dell'Uomo.

15. L'Assemblea peraltro richiama il parere da essa espresso nella propria Raccomandazione 1760 (2006) sulla posizione dell'Assemblea parlamentare nei confronti degli Stati membri ed osservatori del Consiglio d'Europa che non hanno abolito la pena di morte, nel quale riteneva che la pena di morte dovrebbe essere abolita in Abkhazia, Ossezia Meridionale e nella Repubblica moldava di Transnistria e che le pene di tutti coloro che sono attualmente detenuti nei bracci della morte in detti

territori dovrebbero immediatamente essere commutate in pene detentive, in modo da porre fine al trattamento crudele ed inumano di persone tenute nei bracci della morte da anni, nell'incertezza dell'estrema sorte loro riservata.

16. L'Assemblea esprime pieno sostegno alla conferenza per l'indizione di una Giornata europea contro la pena di morte, che si terrà a Lisbona il 9 ottobre 2007. Essa conta su tutti gli Strati membri del Consiglio d'Europa per dare altresì prova di indefettibile sostegno in tal senso. L'Assemblea, che ha fatto opera di pioniere a favore dell'abolizione della pena di morte in Europa ed oltre il continente, deve svolgere un ruolo centrale, partecipando anche alla stesura della dichiarazione congiunta, che il suo Presidente dovrebbe cofirmare in occasione della conferenza d'indizione. L'Assemblea contribuirà volentieri a promuovere e rendere noto tale evento, in particolare provvedendo al coordinamento delle manifestazioni di accompagnamento organizzate dai Parlamenti degli Stati membri.